

A Mayotte, la situation est explosive...

La France a départementalisé ce territoire en 2011. L'intégration de territoire n'est pas sans intérêts pour l'état français.

Intérêts économiques qui permet à la France de percevoir des droits de pêche sur une zone très giboyeuse et des droits de passage sur le détroit du Mozambique, route maritime très fréquentée. Mais avant tout la France s'assure d'une implantation militaire stratégique très importante.

La France a adopté une attitude néocolonialiste, digne des pires égarements du siècle passé en imposant des devoirs au peuple de Mayotte, sans tenir compte de la culture locale préexistante et sans lui reconnaître les mêmes droits qu'en métropole.

Ainsi les Mahorais se voient imposer les mêmes devoirs, impôts, cadastre (sans une période de transition nécessaire pour une population de culture agricole et orale)...

Par contre le Code du Travail ne s'y applique pas totalement tout comme les Conventions Collectives...

Les Mahorais revendiquent outre l'application des droits du travail :

- le droit à la solidarité nationale pour les pensions de retraites,
- la reconstitution de carrière prenant en compte la totalité de l'ancienneté de service des agents concerné-es par l'intégration dans la fonction publique,
- la révision de l'indexation des salaires à hauteur d'au moins 53%.

Autres difficultés que rencontrent les mahorai-ses, l'insécurité liée à la forte attraction de l'île qui pousse de plus en plus de comorien-nes à venir s'y installer dans des conditions miséreuses. Là aussi l'état doit prendre ses responsabilités pour garantir la paix sociale.

La Fédération SUD Santé Sociaux est totalement solidaire des mahorais-ses dans leur revendication d'égalité de droits et condamne l'esprit colonialiste qui persiste à travers cette récente départementalisation. L'état, en prenant cette décision, aurait dû en prévoir l'accompagnement social et financier. SUD Santé Sociaux soutient les militant-es et la population mahoraise dans ses revendications et apportera toute son aide pour que cette lutte juste aboutisse.

SUD Santé Sociaux s'associe à l'Union Syndicale Solidaires pour exiger une audience auprès du premier Ministre lors de la venue de la délégation Mahoraise ce 15 Avril.

Paris le 14/04/2016

